

LE TEMPS

Analyse Vendredi 19 juin 2009

Climat: la solution passe par les villes

Par Pierre Veya

Ce sont les villes qui sont le plus actives en matière de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Elles bénéficient de solides expériences

Les discussions sur le climat renvoient presque toujours aux Etats et gouvernements. Ce sont eux qui négocieront à Copenhague. Dans la réalité, ce sont les villes qui s'activent le plus, y compris en Suisse. Depuis une vingtaine d'années, Lausanne, Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds, Delémont, Bâle, Saint-Gall ou Zurich ont déployé de réels efforts pour tendre vers une économie à basse teneur en carbone. On pourrait allonger la liste à quantité de villes européennes, américaines ou même asiatiques. Partout sur la planète, des initiatives locales témoignent en effet de réels changements, qu'un accord à Copenhague permettrait d'amplifier et de valider par les expériences déjà acquises.

Il en est une qui se déroule actuellement à Neuchâtel et qui sert de modèle expérimental à toute l'Europe, le projet Holistic. Trois villes Dundalk en Irlande, Mödling en Autriche et Neuchâtel se sont engagées à réduire d'un quart leur consommation d'énergie d'ici à 2012, en prenant à témoin un quartier représentatif. A Neuchâtel, c'est le quartier Mail-Maladière-Gare. Lancé en 2007, les promoteurs affirment déjà être parvenus à réaliser 40% de leurs objectifs, en utilisant des techniques matures et en restant dans des budgets raisonnables.

Avec de faibles moyens, SuisseEnergie finance la valorisation des villes labélisées «Cité de l'énergie», un concept repris par la France. Le grand public a découvert il y a peu les premiers panneaux standardisés montrant concrètement les performances d'immeubles rénovés ou construits selon les meilleures pratiques du moment. Un peu partout en Suisse, les villes ont accumulé un nombre impressionnant de données et d'expériences qu'elles peuvent partager. Au plan européen, la [Convention des maires](#) a lancé un mouvement qui consiste pour les villes à s'engager à atteindre ou à dépasser les objectifs «3x20» d'ici à 2020, soit réduire de plus de 20% les émissions de CO2 et de 20% la consommation d'énergie primaire et à porter à 20% la part des énergies renouvelables. Lausanne, Neuchâtel et Zurich l'ont signée pour la Suisse mais d'autres s'y engagent à le faire bientôt.

La collaboration déborde largement le cadre national. Ainsi, l'Union européenne et la Suisse ont, dans le cadre des fonds INTERRG, financé le projet REVE Jura-Léman qui a permis à 16 collectivités françaises et suisses d'élaborer un programme d'étiquetage commun des immeubles, tout en étendant au plan transnational le concept de «Cité de l'énergie». Un nouveau projet est en cours d'élaboration; il prévoit de réunir 27 collectivités suisses et françaises, soit 11 villes ou communes de Suisse romande et 16 villes ou «intercommunalités» françaises. Baptisé pompeusement «Reve d'Avenir», le projet vise à accompagner les villes désireuses de signer la Convention des maires. Ses concepteurs envisagent de créer une «centrale de mégawatts», soit une base de données listant toutes les techniques et modalités permettant d'éviter une consommation d'énergie. C'est le fameux gisement des «économies d'énergie». Le travail de conception et d'élaboration devrait être coordonné par le CREM de Martigny (Centre de recherches énergétiques et municipales) en étroite collaboration avec l'EPFL et le laboratoire ThéMa de l'Université de Franche-Comté. Concrètement, les travaux s'inscriront dans des territoires précis et permettront de valider des approches qui trouveront tout

naturellement leur prolongement dans le secteur privé.

Ces projets mobilisent beaucoup de professionnels locaux mais tournent sur de faibles budgets, quelques millions de francs apportés par plusieurs sources. Des partenariats en réalité très fragiles et généralement sans aucune visibilité dans les médias. Et rares sont les élus qui en maîtrisent réellement tous les enjeux. A lire les documents publiés, on mesure une réelle ambition mais on découvre assez vite le peu d'appuis financiers mis en œuvre de part et d'autre des frontières. C'est le nœud des politiques climatiques et énergétiques: les connaissances techniques, professionnelles et académiques sont suffisantes pour entamer une conversion vers une économie à basse teneur en carbone, mais il manque des moyens financiers pour encadrer le mouvement et de réelles incitations économiques à le faire. Les villes financent leurs efforts en mobilisant leurs ressources humaines, en écrémant au passage un peu les bénéfices engrangés par leurs activités dans la distribution d'énergie. Mais on devine bien que les bouts de ficelles réunis ensemble ne font pas encore une politique cohérente et ambitieuse. Un audit général montrerait sans doute que la paperasse produite est inversement proportionnelle aux résultats concrets. La même audit qualifierait à coup sûr la collaboration transfrontalière de «grand machin» qui permet à des municipaux d'exister, faute d'agir. De telles critiques ont leur part de légitimité mais elles ignorent trop souvent la richesse de ces petits acquis qui permettent aux ingénieurs d'affirmer que les problèmes sont sérieux mais que les solutions existent et à des coûts acceptables. Le scepticisme sur le déploiement des technologies propres et renouvelables qui sous-tend le discours politique ambiant doit beaucoup à l'ignorance des initiatives engagées par les villes pionnières.

http://ec.europa.eu/energy/climate_actions/mayors/doc/covenant_fr.pdf <http://www.reve-jura-leman.org> <http://holistic-ne.ch/>

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA